

SG/TS/NS

**VILLE DE LEZIGNAN-CORBIERES
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille vingt et un et le vingt-cinq février, à dix-huit heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé, au palais des fêtes, avenue Maréchal Foch, sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Etaient présents :

Mme BIRKENER, M. PUJOL, Mme LECEA, Mme PAILHIEZ, Mme BENET, M. VIVES,
M FUMET, M COMBES, M JOLIS, M LAVAUD, M. MASUYER, M. LARRIGOLE,
Mme DANRE, Mme JAFFUS, M CAUMEIL, M. LOMBARDI, Mme COURTOIS,
Mme JULIAN, M JULIAN, Mme FERRET, M MAÏQUE, M NOLOT, M PENAVAIRE,
M. DENARD, Mme BAROUSSE, Mme FABRESSE-ROCA, Mme DA CONCEICAO,
Mme COURRIÈRE-CALMON.

Ont donné mandat :

Mme Sylvie FUMET à M Bernard FUMET
M Laurent ROUGE à M Jean-Paul PUJOL
Mme Camille LOUARN à Mme Christine BENET
Mme Sabrina FITO à M Gérard FORCADA

Nombre de conseillers en exercice : 33

Nombre de présents : 29

Nombre de procurations : 4

Date de la convocation : 19 février 2021

Date de l'affichage par extrait : 4 mars 2021

Secrétaire de séance : Mme Christine BENET

OBJET :**Habitat et logement : facturation du permis de louer.**

La Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (Loi ALUR) instaure, dans son article 92, l'autorisation préalable de mise en location d'un logement sur une zone définie.

Depuis le 1^{er} février 2020, ce dispositif, décidé par le Conseil Municipal, est en vigueur sur le territoire communal suite, d'une part, à la délibération n° 2019-117 du 20 juin 2019 relative à son instauration et à la délibération n° 2020-027 du 20 janvier 2020 relative à son zonage et à son entrée en vigueur.

Les délibérations n° 181-2020 du 15 décembre 2020 instaurant le Programme Local d'Habitat sur le territoire de la Communauté de Communes de la Région Lézignanaise, Corbières et Minervois (CCRLCM) ainsi que celle n° 182-2020 du 15 décembre 2020 portant convention de délégation de pouvoir de la CCRLCM à la ville de Lézignan Corbières dans le cadre de l'autorisation préalable de mise en location sont venues renforcer le dispositif réglementaire.

L'article 200 de la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Loi ELAN) instaurait la gratuité de la demande d'autorisation de mise en location d'un logement.

Le Conseil Constitutionnel a censuré cet article dans sa décision n° 2018-772 DC du 15 novembre 2018. La censure du Conseil Constitutionnel permet donc à la collectivité porteuse d'une autorisation préalable de mise en location de décider librement et sans contrainte de la gratuité ou de la tarification de ce dispositif.

Considérant que dans le cadre de la lutte contre l'Habitat Indigne, et, notamment, celle contre les « marchands de sommeil », priorité nationale, ces derniers n'ont pas à bénéficier de la bienveillance de la collectivité ;

Considérant que le dispositif de l'autorisation préalable de mise en location est un outil qui mobilise des moyens, que ce soit en temps, en personnel et en matériels qui ne sauraient peser sans contrepartie sur les finances de la collectivité ;

**Sur la proposition de son rapporteur, M Gérard FORCADA,
Le Conseil Municipal,**

Approuve à main levée par 23 voix POUR (liste un autre Lézignan oui c'est possible), 2 voix CONTRE (M Lombardi et Mme Birkener de la liste un autre Lézignan oui c'est possible) et 8 ABSTENTIONS (liste expérience et progrès pour Lézignan).

- Le montant de la tarification qui est répartie ainsi :

- * 80 euros pour une autorisation sans réserve, pour une autorisation avec réserve et pour un refus
- * 40 euros à chaque contre-visite.

- Autorise M Le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

